

Session Plénière du 06 mars 2025

RAPPORT N° 24.05.04 Communication relative à l'implication régionale dans l'Union Européenne

Intervention de Michel CHASSIER

Monsieur le Président, chers collègues,

J'ai cru comprendre en entendant Mme Münsch que certains groupes ne seraient pas républicains, je ne vois pas bien lesquels ni sur quels critères, il serait utile de le préciser.

Ce rapport se propose de mesurer l'engagement de notre Région en faveur des politiques de l'Union européenne.

Bien sûr notre région est européenne par sa géographie, par son histoire, par sa culture héritée de la Grèce et de Rome.

Bien sûr nous sommes la Région où Léonard de Vinci a pu exprimer son génie, à une époque où il existait en Europe une unité de civilisation bien plus forte qu'aujourd'hui.

Mais l'objectif est de construire une Europe sans contour précis, en déconstruisant les nations et en la laissant se faire submerger par les flots incessants d'une immigration majoritairement extra-européenne.

A tel point qu'on peut illuminer sa ville pour le Ramadan alors qu'on interdit les crèches de Noël.

C'est pourquoi, comme Français et comme Européens, nous ne pouvons en aucun cas approuver l'implication de la Région dans le soutien du projet eurofédéraliste, qui cherche à utiliser les Régions précisément pour contourner les Etats nations.

Il est intéressant de constater que cette vision est partagée par le parti unique, puisque Mme Gloannec-Maurin a été reconduite au Comité des Régions sur proposition de David Lisnard validée par le Premier ministre, mode de désignation tout à fait démocratique soit dit en passant.

Nous avons déjà évoqué la tromperie des « fonds européens » qui ne correspondent qu'à une part des sommes, toujours plus importantes, que la France verse à Bruxelles, et dont ne pouvons pas librement choisir l'affectation.

C'est une contribution nette de l'ordre de 8 milliards d'euros par an.

Et je ne parle pas du grand emprunt, pour lequel la France a bénéficié d'une enveloppe de 40 milliards, mais qui nous coûtera près du double à rembourser. Nous avons vraiment des Mozart de la Finance à la tête de l'Etat.

Enfin il y a le contexte déjà évoqué de la guerre en Ukraine, où notre Mozart veut jouer les Clausewitz, on peut déjà craindre le pire !

Nous avons compris qu'un Président de la République acculé, sans majorité pour finir son mandat, n'a d'autre issue que de jouer sur les peurs et les fantasmes, afin de couper court à toutes les critiques. Et son intervention d'hier soir était vraiment pitoyable et dérisoire. Du mauvais théâtre.

Et l'Union européenne essaie d'utiliser cette situation pour s'en prendre à la souveraineté des Etats membres et s'emparer de compétences qui ne figurent pas dans les traités.

Les conséquences budgétaires d'un emprunt européen de défense seraient extrêmement lourdes pour notre pays déjà surendetté.

Sans compter qu'une adhésion de l'Ukraine augmenterait la contribution nette de la France de plusieurs milliards d'euros, en exposant nos agriculteurs à une concurrence déloyale absolument insoutenable, tout en faisant s'effondrer la part dont nous bénéficions dans la PAC.

Dans la mesure où nous désapprouvons les orientations de la Commission européenne, vous comprendrez nos réserves sur l'approche de la Région.